



N° 14 /AAO/DGSN/SG/DAFGIL/SDAF/SPM.

Yaoundé, le 24 SEPT 2025

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 14 /AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/ 2023 DU 24/09/2025
POUR L'EQUIPEMENT EN MOBILIERS DE BUREAU DES UNITES DE POLICE DE LA
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE EN QUATRE (04) LOTS.

FINANCEMENT : BIP DGSN 2025.

IMPUTATIONS : LOT 1: 59 12 064 04 340020 524118

LOT 2: 59 12 062 04 551150 524118

LOT 3: 59 12 062 04 340020 524118

LOT 4: 59 12 062 04 340020 524118

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le souci d'améliorer le cadre de travail de son personnel, le Délégué Général à la sûreté Nationale, Maitre d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'équipement en mobiliers de bureau des unités de police de la Délégation Générale à la Sureté Nationale en quatre (04) lots.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent : **la fourniture des équipements** (transport, manutention, installation), et réception par le Maitre d'Ouvrage.

3. Allotissement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont constituées en quatre (04) lots à savoir :

Lots	Désignations
1	Equipement en mobiliers de bureau de l'Hôtel de Police d'Hippodrome
2	Equipement en mobiliers de bureau du Commissariat de Sécurité Publique du 1er Arrondissement de la ville de MBALMAYO
3	Equipement en mobiliers de bureau du Commissariat de Sécurité Publique du 3eme Arrondissement de la ville de MBALMAYO
4	Equipement en mobiliers de bureau du Commissariat de Sécurité Publique de la ville de TIKO

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations issus des études préalables par lot est :

Lots	Coût prévisionnel
1	90 000 000
2	40 000 000
3	40 000 000
4	30 000 000

5. Délais de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est d'un (01) mois calendaire.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises de droit camerounais exerçant sur le Territoire National.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2025 de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sur les lignes d'imputations budgétaire : LOT 1 : 59 12 064 04 340020 524118

LOT 2 : 59 12 062 04 551850 524118

LOT 3 : 59 12 062 04 340020 524118

LOT 4 : 59 12 062 04 340020 524118

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est **hors ligne**.

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur émis par un établissement financier ou une institution financière de premier ordre agréé par le Ministère des finances accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse de dépôt et de consignations (CDEC) et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur des montants de: **LOT 1:** un million huit cent mille (1.800.000)francs CFA, **LOT 2 et 3 :** huit cent mille (800.000)francs CFA, **LOT 4 :** six cent mille (600.000) francs CFA. Valable pendant trente jours (30) jours au-delà de la date de validité des offres qui est de quatre-vingt-dix (90) jours.

Au cas où, et dans les conditions requises par la réglementation en vigueur, un chèque banque ou un chèque certifié est produit en lieu et place du cautionnement, il doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte de la DGSN (Maitre d'Ouvrage).

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique de l'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement auprès du Service de la Programmation et des Marchés de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale aux heures ouvrables, porte 326 (3ème étage ancien bâtiment) de l'immeuble siège de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (Service de la Programmation et des Marchés, ancien bâtiment porte 312, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de 75 000 (soixante-quinze mille) Francs CFA représentant les frais d'achat du dossier. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (Service de la Programmation et des Marchés, ancien bâtiment porte 326, au plus tard le 06/10/2025 à 10 heures et devra porter la mention suivante :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 11/AONO/DGSN/SG /DFGIL/SDAF/SPM/2025
DU 21/09/2025 EN PROCEDURE D'URGENCE
POUR L'EQUIPEMENT EN MOBILIERS DE BUREAU DES UNITES DE POLICE DE LA
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE EN QUATRE (04) LOTS.**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de

première catégorie **agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

L'ouverture des offres administratives, offres techniques et offres financières aura lieu le **06./10./2025** à 11 heures, par la Commission de Passation des Marchés auprès de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale siégeant au 3e étage ancien Bâtiment porte 311 (salle Informatique), Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier même en cas de groupement d'entreprises .

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- De l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbrée, délivrée par un établissement financier de premier ordre à l'ouverture des plis ;
- De la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses, pièces falsifiées ou scannées ;
- Du non-respect d'au moins 80% des spécifications techniques indiquées dans les fournitures du présent DAO ;
- De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE, et le SDPU ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

- De l'absence d'une déclaration datée et signée sur l'honneur de non abandon de livraison durant les trois (03) dernières années
- Absence de prospectus en couleur (original et copies) et fiches techniques détaillant les caractéristiques techniques du matériel proposé ;
- Non-conformité de plus de 20% des Descriptifs des fournitures prescrites dans le DAO (cf. DF) ;
- Bilans ou chiffre d'affaires cumulé des 3 dernières années inférieures à 120 millions, pour le LOT1 et 50 millions pour les LOT 2 ;3 et 4 signé par un Comptable assermenté avec accusé de réception DSF ;
- Non satisfaction d'au moins (09) neuf critères essentiels sur (10) dix ;

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Références de l'entreprise dans les marchés similaires (fourniture du mobiliers) d'un montant cumulé de 120 millions pour le lot 1, 60 millions pour les lots 2,3 et 4 chacun au cours des trois dernières années (premières et dernières pages des contrats) ;
- Délai d'exécution supérieur à celui prescrit par le DAO et calendrier de livraison (planning et calendrier de livraison des services connexes) ;
- Attestation de capacité financière supérieure ou égale à 45 millions de franc cfa pour le Lot 1 et 20 millions de franc cfa pour les Lots 2, 3 et 4 délivrée par une banque de 1er ordre agréé par le MINFI ;
- Les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques et le modèle de Marché dûment rempli, paraphés et signés à la dernière page) ;
- Description technique des fournitures (documentation technique et prospectus du matériel à livrer en couleur original et copies) faisant ressortir les couleurs naturelles du bois
- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- La qualification et l'expérience du personnel ;
- Les moyens logistiques et matériels ;
- La méthodologie d'exécution des prestations.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administratifs, techniques et financières requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

NB : un même soumissionnaire ne peut pas être attributaire de plus de (02) lots.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 (quatre-vingt-dix) jours à partir de la date limite de la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'immeuble siège de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (3ème étage ancien bâtiment) - Service de la Programmation et des Marchés, porte 326. Téléphone : 222 51 02 07, dès publication du présent avis, ou par tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Rabais

Pour être pris en compte, les éventuels rabais consentis doivent être mentionnés en lettres et en chiffres et non manuscrits.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

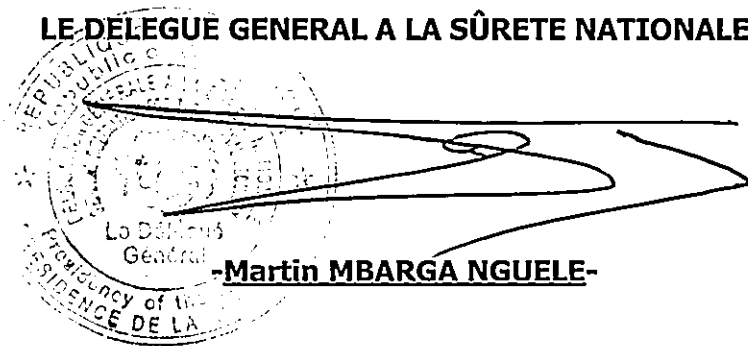
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 et au numéro vert 1500 du Maître d'Ouvrage.

Fait à Yaoundé, le 24 SEPT 2025

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP/JDM ;
- Président CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono /Archives.

LE DÉLÈGUÉ GENERAL A LA SÛRETÉ NATIONALE



-Martin MBARGA NGUELE-



N° 14 /AAO/DGSN/SG/DAFGIL/SDAF/SPM.

Yaounde, the 24 SEPT 2025

NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS UNDER URGENT PROCEDURE
N° 14 /AAO/DGSN/SG/DAFGIL/SDAF/SPM/ 2023
OF 24/09/2025

**TO EQUIP THE POLICE UNITS OF THE DELEGATION GENERAL FOR NATIONAL
SECURITY WITH OFFICE FURNITURE IN FOUR (04) BATCHES.**

FINANCING: PIB DGSN 2025 **ALLOCATIONS:** BATCH 1: 59 12,064 04 340020 524118
BATCH 2: 59 12,062 04 551150 524118
BATCH 3: 59 12,062 04 340020 524118
BATCH 4: 59 12,062 04 340020 524118

1. Purpose of the Call for Tenders

With a view to improving the working environment for its staff, the Delegate General for National Security, as project owner, is launching a national open call for tenders under an emergency procedure for the provision of office furniture for the police units of the Delegation General for National Security in four (04) batches.

2. Consistency of services

The services covered by this Call for Tenders include: the supply of equipment (transport, handling, installation) and acceptance by the Project Owner.

3. Allotment

The services covered by this Call for Tenders are divided into four (04) batches, namely:

Batches	Designations
1	Furnishing of the Hippodrome Police Headquarters with office furniture
2	Furnishing of the Public Security Police Station No1 of the city of MBALMAYO with office furniture
3	Furnishing of the Public Security Police Station No3 of the city of MBALMAYO with office furniture
4	Furnishing of the Public Security Police Station of the city of TIKO with office furniture

4. **Estimated cost**

The estimated cost of services based on preliminary studies per batch is:

Batches	Estimated cost
1	90000000
2	40000000
3	40000000
4	30000000

5. **Delivery times**

The maximum time frame stipulated by the Project Owner for the delivery of the supplies covered by this Call for Tenders is one (01) calendar month.

This period shall begin from the date of notification of the service order to commence.

6. **Participation and origin**

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to companies incorporated under Cameroonian law operating within the National Territory.

7. **Financing**

The services covered by this Call for Tenders are financed by the 2025 Public Investment Budget of the Delegation General for National Security under the following budget lines :

BATCH 1: 59 12,064 04 340020 524118

BATCH 2: 59 12,062 04 551850 524118

BATCH 3: 59 12,062 04 340020 524118

BATCH 4: 59 12,062 04 340020 524118

8. **Submission method**

The submission method selected for this Call for Tenders is offline

9. **Tender bond**

Under penalty of rejection, each bidder must attach to their administrative documents a tender bond stamped at the current rate issued by a financial institution or a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance, accompanied by a receipt of deposit issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) and bearing the handwritten mention of the issuing institution of the amounts of: BATCH 1: one million eight hundred thousand (1,800,000) CFA francs, BATCHS 2 and 3: eight hundred thousand (800,000) CFA francs, BATCH 4: six hundred thousand (600,000) CFA francs. Valid for thirty (30) days beyond the validity date of the offers, which is ninety (90) days.

In the event that, and under the conditions required by the regulations in force, a bank cheque or certified cheque is produced in lieu of the bond, it must be made payable to the CDEC on behalf of the DGSN (Project Owner).

A tender bond that has been submitted but is unrelated to the relevant Call for Tenders shall be considered absent. The tender bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical tender documents may be consulted free of charge at the Programming and Procurement Service of the Delegation General for National Security during office hours, door No 326 (3rd floor of the old building) of the headquarters of the Delegation General for National Security, **on the ARMP website (www.arpmp.cm) as soon as this notice is published.**

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the Tender Document can be obtained from the Delegation General for National Security (Programming and Contracts Service, former building, door No 312, upon publication of this notice, after presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of the non-refundable sum of 75,000 (seventy-five thousand) CFA francs representing the cost of purchasing the file. It is also possible to obtain the electronic version of the Tender Dossier (DAO) by downloading it free of charge from the above address.

12. Submission of tenders

Each bid must be written in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, and must be sent to the Delegation General for National Security (Programming and Contracts Service, former building, door No 326, no later than *06/10/2025* at 10 a.m. and must bear the following:

**NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS No. *14/AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/2025* OF *24/10/2025* UNDER
URGENT PROCEDURE
TO EQUIP THE POLICE UNITS OF THE DELEGATION GENERAL FOR NATIONAL
SECURITY WITH OFFICE FURNITURE IN FOUR (04) BATCHES.**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNT" »

13. Admissibility of tenders

Administrative documents, technical bids and financial bids must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall be deemed inadmissible by the Project Owner:

- the envelopes bearing the details of the tenderers' identity,
- submissions received after the deadline date and time.
- envelopes without any indication of the identity of the Call for Tenders;
- folds that do not comply with the submission method
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer only in copies.

Any tender that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible In particular, the absence of a tender bond issued by a first-class financial institution or organisation approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates in the tender documents, will result in the outright rejection of the tender without any possibility of

appeal. A tender bond that has been submitted but is unrelated to the relevant Call for Tenders shall be considered absent. The tender bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

14- Opening the folds

The folds are opened in one step.

The opening of administrative bids, technical bids and financial bids will take place on 06./10./2025 at 11 a.m., by the Procurement Commission at the Delegation General for National Security, located on the 3rd floor of the old building, door No 311 (computer room). Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice who is duly authorised and has full knowledge of the file, even in the case of a consortium of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15- Assessment criteria

15.1 Disqualifying criteria

These include:

- The absence or non-compliance of the stamped tender bond issued by a first-class financial institution at the opening of the bids;
- Failure to produce, beyond the 48-hours deadline after the opening of bids, any administrative document deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the tender bond);
- False statements, fraudulent manoeuvres, falsified or scanned documents;
- Failure to comply with at least 80% of the technical specifications indicated in the supplies of this DAO;
- The absence of a quantified unit price in the BPU, DQE, and SDPU ;
- Absence of an element of the financial offer (bid, BPU, DQE, SDPU) ;
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration on honour of non-abandonment of delivery during the last three (03) years.
- Absence of colour brochures (original and copies) and technical data sheets detailing the technical characteristics of the equipment offered;

- Non-compliance of more than 20% of the specifications for supplies prescribed in the tender documents (see DF);
- Balance sheets or cumulative turnover for the last three years of less than 120 million for BATCH 1 and 50 million for BATCHES 2, 3 and 4, signed by a chartered accountant with DSF acknowledgement of receipt;
- Failure to meet at least nine (09) out of ten (10) essential criteria;

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of tenderers will, as an indication, relate to:

- Presentation of the offer;
- Company references in similar markets (furniture supply) cumulative amount to 120 million for batch 1, 60 million for batches 2, 3 and 4 each over the last three years (first and last pages of contracts);
- Lead time longer than that specified in the tender documents and delivery schedule (planning and schedule for the performance of related services);
- Certificate of financial capacity equal to or greater than 45 million CFA francs for Batch 1 and 20 million CFA francs for Batches 2, 3 and 4 issued by a first-tier bank approved by the MINFI;
- Proof of acceptance of the contract terms and conditions (the Special Administrative Clauses (CCAP) and technical specifications and the contract template, duly completed, initialled and signed on the last page);
- Technical description of supplies (technical documentation and brochures for the equipment to be delivered, in original colour and copies) highlighting the natural colours of the wood.
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff), where applicable;
- Staff qualifications and experience;
- Logistical and material resources;
- The methodology for performing services.

16. Contract award

The Contracting Authority shall award the contract to the tenderer who has submitted a tender that meets the required administrative, technical and financial qualification criteria and whose tender is evaluated as the lowest.

NB: A single bidder may not be awarded more than two (02) batches.

17. Validity period of offers

Tenderers shall remain bound by their tenders for 90 (ninety) days from the deadline for submission of tenders.

18. Additional Information

Further information can be obtained from the headquarters of the General Delegation for National Security (3rd floor of the old building) – Programming and Procurement Service, door No 326. Telephone: 222 51 02 07, as soon as this notice is published, or by any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

19. Discount

To be taken into account, any discount granted must be stated in words and figures and must not be handwritten.

20. Fight against corruption and malpractice

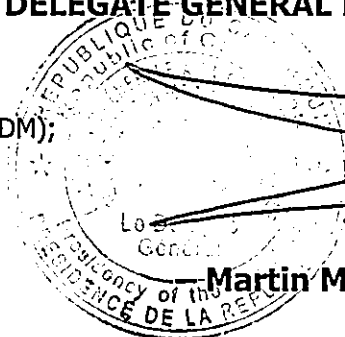
To report any corrupt practices, acts or deeds, please call CONAC on 1517 or the Project Owner's toll-free number 1500.

Done in Yaoundé, on 24 SEPT 2025

THE DELEGATE GENERAL FOR NATIONAL SECURITY

C.C :

- Minister of Public Contracts (MINMAP);
- Public Procurement Regulatory Agency (ARMP/JDM);
- President of the Independent Contract Award Commission (CIPM);
- Public Display;
- Chrono/ Archives.



Martin MBARGA NGUELE –